



MINISTÈRE DES ARMÉES

**PRÉFECTURE DES BOUCHES-DU-
RHÔNE**

Contrôle Général des Armées

Direction Départementale des Territoires et de la
Mer

Groupe des inspections spécialisées (IS)

Service Urbanisme

Pôle environnement (PE)

Pôle risques technologiques

Inspection des installations classées de la défense
(IIC)

Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT)

**Dépôt pétrolier du service national des oléoducs interalliés
sur les communes de Port-de-Bouc et de Fos-sur-Mer**

Bilan de la concertation

La ministre des Armées

Le préfet des Bouches-du-Rhône

I Bilan de la consultation des POA

Le plan de prévention des risques technologiques (PPRT) autour des installations du dépôt pétrolier de Fos, exploité par le service national des oléoducs interalliés (SNOI) a été prescrit sur le territoire des communes de Port-de-Bouc et de Fos-sur-Mer (13) le 13 décembre 2016 par un arrêté du ministre de la défense. Cet arrêté a été modifié par l'arrêté ministériel du 9 août 2018 et l'instruction a été prorogée par un arrêté du 12 juin 2018.

Durant cette procédure d'élaboration a eu lieu la phase d'association avec les Personnes et Organismes Associés (POA). Au cours de celle-ci et notamment pendant les réunions d'association, les POA analysent et étudient les différentes propositions d'orientation du projet de PPRT avant de donner leur avis sur ce dernier lors de l'étape de consultation des POA.

La présente note rappelle les modalités de cette consultation qui ont été établies lors de la prescription du PPRT. Elle expose également la mise en œuvre de la consultation et synthétise les avis des POA.

- Modalités de la consultation

L'article 4 de l'arrêté de prescription du 13 décembre 2016, modifié précise que :

« Le projet de plan de prévention des risques technologiques est soumis, avant enquête publique, aux personnes et organismes associés. A défaut de réponse dans un délai de deux mois à compter de la saisine, leur avis est réputé favorable ».

Les personnes et organismes associés à l'élaboration du PPRT sont :

- monsieur le colonel, commandant le groupement de gendarmerie départementale ou son représentant ;
- monsieur le président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant ;
- madame la maire de la commune de Port-de-Bouc son représentant ;
- monsieur le maire de la commune de Fos-sur-Mer ou son représentant ;
- monsieur le directeur départemental de la sécurité publique des Bouches-du-Rhône ou son représentant ;
- monsieur le délégué militaire départemental des Bouches-du-Rhône ou son représentant ;
- monsieur le directeur du service départemental d'incendie et de secours ou son représentant ;
- monsieur le directeur du service national des oléoducs interalliés ou son représentant, exploitant du dépôt pétrolier ;
- madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ou son représentant ;
- monsieur le directeur du service interministériel de défense et de protection civiles des Bouches-du-Rhône ou son représentant ;
- monsieur le représentant de l'office national des forêts ;
- un représentant choisi parmi les associations de défense de l'environnement de Fos-sur-Mer désignées par la commune de Fos-sur-Mer : « association de défense et de protection du littoral et du golfe de Fos » ;

- un représentant du collectif du plan de prévention des risques technologiques des Bouches-du-Rhône ;
- un représentant de l'association « mouvement citoyens de tous bords ».

- Mise en œuvre de la consultation

Le projet de plan de prévention des risques technologiques autour des installations du dépôt pétrolier de Fos, exploité par le service national des oléoducs interalliés (SNOI) qui a été prescrit sur le territoire des communes de Port-de-Bouc et de Fos-sur-Mer (13) comprend les documents suivants :

- la carte réglementaire ;
- le règlement ;
- la notice de présentation.

Par lettre N° 488-2016-PPRT/2 du 1^{er} octobre 2018 le préfet des Bouches-du-Rhône a transmis le projet de PPRT aux personnes et organismes associés (POA) pour consultation.

Conformément aux articles L.515-15 à L.515-26 et R.515-39 à R.515-51 du Code de l'environnement, les personnes et organismes associés doivent transmettre leur avis à monsieur le préfet des Bouches-du-Rhône sur le projet de PPRT dans les deux mois à compter de leur saisine et au plus tard avant le 10 décembre 2018. Passé ce délai, leur avis est réputé favorable.

- Synthèse des avis des POA

Le bureau des installations et travaux réglementés pour la protection des milieux de la préfecture des Bouches-du-Rhône a reçu les avis suivants :

Personne et organisme associés	Date de l'avis reçu en préfecture	Nature de l'avis
monsieur le colonel, commandant le groupement de gendarmerie départementale	Avis non rendu	Avis favorable tacite
monsieur le président de la Métropole Aix-Marseille-Provence	Avis non rendu (cf mail du 13/12/2018)	Avis favorable tacite
madame la maire de la commune de Port-de-Bouc	Avis non rendu	Avis favorable tacite
monsieur le maire de la commune de Fos-sur-Mer	Lettre du 29/11/2018	Voir observations en pièces-jointes
monsieur le directeur départemental de la sécurité publique des Bouches-du-Rhône	Avis non rendu	Avis favorable tacite
monsieur le délégué militaire départemental des Bouches-du-Rhône	Mail du 02/11/2018	En réponse à la lettre de référence, et après lecture du projet de PPRT qui était joint, la délégation militaire

		départementale des Bouches-du-Rhône n'a aucune observation à formuler
monsieur le directeur du service départemental d'incendie et de secours	Lettre du 08/11/2018	...j'émet un avis favorable au projet de PPRT sans aucune observation.
monsieur le directeur du service national des oléoducs interalliés	Avis non rendu	Avis favorable tacite
madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement	Avis non rendu	Avis favorable tacite
monsieur le directeur du service interministériel de défense et de protection civiles des Bouches-du-Rhône	Avis non rendu	Avis favorable tacite
monsieur le représentant de l'office national des forêts	Mail du 10/12/2018	Suite à un échange avec notre technicien local, Patrick BURG et mon Directeur, F Cauvin, nous vous informons qu'en l'absence de remarques et du fait de la prise en compte de l'atténuation des incidences dans les nouveaux calculs l'ONF ne formulera aucune requête sur cette consultation, conformément à votre courrier en date du 1 octobre dernier
association de défense et de protection du littoral et du golfe de Fos	Avis non rendu	Avis favorable tacite
collectif du plan de prévention des risques technologiques des Bouches-du-Rhône	Avis non rendu	Avis favorable tacite
association « mouvement citoyens de tous bords ».	Avis non rendu	Avis favorable tacite

Synthèse de l'avis des représentants de la commune de Fos-sur-Mer aux POA (en annexe 1)

Les représentants de la commune de Fos-sur-Mer aux POA ont transmis leurs remarques et observations par lettre et rapport datés du 29 novembre 2018. Ces documents figurent en pièces jointes au présent rapport.

Synthèse de l'avis de la Métropole Aix-Marseille-Provence (en annexe 1)

Le représentant de la Métropole Aix-Marseille-Provence informe la préfecture des Bouches-du-Rhône par messagerie en date du 13 décembre 2018, ne pas être en mesure de donner un avis sur le projet.

Synthèse du SDIS 13 (en annexe 1)

Par lettre du 8 novembre 2018, le SDIS 13, informe la préfecture des Bouches-du-Rhône (réception du courrier le 12 novembre 2018) qu'il émet un avis favorable au projet de PPRT sans aucune observation.

Synthèse de l'Office National des Forêts (par messagerie en annexe 1)

Le représentant de l'ONF informe la préfecture des Bouches-du-Rhône par messagerie le 10 décembre 2018 : « Suite à un échange avec notre technicien local, P. B. et mon Directeur, F C., nous vous informons qu'en l'absence de remarques et du fait de la prise en compte de l'atténuation des incidences dans les nouveaux calculs l'ONF ne formulera aucune requête sur cette consultation, conformément à votre courrier en date du 1 octobre dernier »

Synthèse du délégué militaire départemental (par messagerie en annexe 1)

Par message adressé à la préfecture des Bouches-du-Rhône en date du 02 novembre 2018, le délégué militaire départemental précise : « En réponse à la lettre de référence (Lettre n° 488-2016-PPRT/2 du 1er octobre 2018), et après lecture du projet de PPRT qui était joint, la délégation militaire départementale des Bouches-du-Rhône n'a aucune observation à formuler ».

Conclusion

A l'issue de la saisine des POA, les avis rendus sont majoritairement favorables, soit de façon tacite car aucune réponse n'a été adressée à la préfecture des Bouches du Rhône, soit car aucune observation ou aucune remarque n'a été exprimée.

Seuls les représentants aux POA de la commune de Fos-sur-Mer ont formulé des remarques, essentiellement sur la forme du projet de PPRT soumis.

Après analyse de ces remarques, l'équipe de projet de ce PPRT a décidé d'en tenir compte et de compléter le projet de PPRT avant sa mise en enquête publique.

Les remarques des représentants de la commune de Fos-sur-Mer n'ont pas apporté de modification de fond au projet de PPRT (annexe 2).

II Compte rendu de la réunion publique

Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) du Dépôt Pétrolier exploité par le Service National des Oléoducs Interalliés (SNOI) Communes de Port-de-Bouc et Fos-sur-Mer Réunion publique du 26 mars 2019, salle Youri Gagarine à Port-de-Bouc

Relevé des échanges

Intervenants :

Mme Patricia Fernandez-Pedinielli, Maire de Port-de-Bouc

M. Jean-Marc Sénateur, Sous-Préfet d'Istres

M. Francis Jacques, inspecteur des installations classées au contrôle général des armées

M. Philippe Vargelli, service urbanisme de la DDTM 13

Public : une vingtaine de personnes

Durée de la réunion : 2h30

Madame le Maire de Port-de-Bouc ouvre la réunion en remerciant les participants pour leur présence et en soulignant le travail effectué depuis plusieurs mois sur ce dossier pour que la sécurité des populations soit assurée. Elle insiste sur l'importance de l'équilibre entre la démarche du PPRT et la prise en compte des spécificités du territoire notamment la forêt de Castillon.

Monsieur le sous-préfet remercie madame le Maire de son accueil dans la commune. Il rappelle que la loi risques de 2003 a instauré les plans de prévention des risques technologiques. Le texte prévoit un certain nombre de dispositions ; protection des populations, définition de règles d'urbanisme et association du public à la démarche. Cette réunion est le 1^{er} moment où la population va être associée directement à la démarche, elle constitue un moment d'échange et d'information. Elle sera suivie d'une enquête publique qui se déroulera prochainement et qui permettra à chacun d'exprimer son point de vue.

Monsieur Jacques présente le contexte de ce PPRT avec une description simplifiée du dépôt pétrolier, de son activité, des risques liés à son exploitation ainsi que les mesures de sécurité mises en place pour en limiter les conséquences. Tous ces éléments sont regroupés dans l'étude de dangers de l'établissement qui est classé SEVESO seuil haut. L'étude de dangers présente également les phénomènes dangereux avec les effets qui y sont associés. Ces effets sont soit thermiques soit de surpression.

Un riverain de Port-de-Bouc : Est-ce que les attentats sont pris en compte dans les études de dangers ?

Monsieur Jacques répond que la prise en compte du risque de malveillance ou d'attentat fait l'objet d'un traitement spécifique par l'exploitant qui a réalisé une étude de vulnérabilité des installations du site. L'étude de dangers ne prend pas en compte le risque de malveillance comme pouvant être à l'origine d'un accident.

Un riverain de Port-de-Bouc : à partir de quelle intensité, la surpression est-elle dangereuse pour l'homme ?

Monsieur Jacques répond qu'au-dessus de 50 millibars de surpression, des conséquences sont à craindre pour l'homme. Entre 20 et 50 millibars environ, la surpression génère essentiellement du bris de vitre et donc un effet indirect pour l'homme.

Un riverain de Port-de-Bouc : quelle est la distance de l'enveloppe des aléas ?

Monsieur Jacques répond que la distance initiale était d'environ 350 mètres autour de la clôture du dépôt. Ces aléas touchant deux habitations de l'ONE, une réflexion sur une potentielle réduction du risque a été demandée à l'exploitant dans le cadre des réunions avec les Personnes et Organismes Associés (POA) participant à l'élaboration du PPRT. Cela a permis de définir un nouveau périmètre d'exposition aux risques avec une distance d'environ 200 mètres des limites du dépôt.

Une riveraine de Port-de-Bouc : Qu'en est-il du tracé des oléoducs et des risques à proximité du collège ?

Monsieur Jacques indique que cela relève d'une autre réglementation et d'une « police de l'environnement » spéciale. Les oléoducs imposent une servitude spécifique. Même si la question est légitime, elle ne relève pas de son champ de compétence et ne concerne pas le sujet de la présente réunion.

Monsieur Dal Col, association mouvement citoyens de tous bords, réagit à cette question et annonce que les oléoducs disposent de nombreuses vannes de sectionnement sur leur tracé afin de limiter l'étendue d'une éventuelle pollution en cas de fuite.

Monsieur Dal Col, pose la question de la maintenance des bacs et des odeurs notamment lors de la phase gazeuse.

Monsieur Jacques et l'exploitant répondent que la phase gazeuse et les composés organiques volatils sont très faibles lors du stockage du carburéacteur. Ils apparaissent cependant lors des périodes d'entretien et de vidange des réservoirs soit tous les 5 ans.

Madame le Maire ajoute que la problématique des odeurs relève de la santé publique et en l'occurrence de pollutions liées aux noyaux benzéniques. Elle souhaite, même si ce n'est pas l'objet de la réunion, que ce sujet fasse l'objet d'une réflexion approfondie et notamment que des informations pouvant servir pour des études épidémiologiques soient collectées auprès de chaque industriel.

Monsieur le sous-préfet précise que ces installations sont soumises à un certain nombre de prescriptions techniques annexées aux arrêtés d'autorisation d'exploiter. Si des odeurs sont ressenties, c'est que l'installation a subi une dégradation et doit être réparée.

Monsieur Ramany, service national des oléoducs interalliés, informe qu'en fonctionnement normal les rejets doivent être conformes à la réglementation. Les informations relatives aux diverses diffusions et nuisances olfactives sont incluses dans l'étude d'impact de l'établissement.

Un riverain de Port-de-Bouc : quelle est la durée de vie des bacs ?

Monsieur Ramany répond que cela dépend de la maintenance que l'on fait. Les réservoirs sont ouverts pour maintenance tous les 5 ans au lieu de 10 ans pour les bacs aériens.

Un riverain de Port-de-Bouc : y a-t-il des capteurs sismiques ?

Monsieur Ramany répond que oui.

Monsieur Dal Col : lutte-t-on contre la corrosion ?

Monsieur Jacques répond que chaque réservoir dispose d'un carnet de suivi qui retrace tout son historique. La réglementation impose des contrôles quinquennaux au cours desquels l'ensemble du réservoir est inspecté (géométrie, épaisseur des tôles, état des soudures, état du revêtement époxy, cinétique de corrosion, état des installations annexes).

Monsieur Vargelli présente le PPRT qui est un document d'urbanisme devant être annexé au Plan Local d'Urbanisme (PLU). Il s'agit d'un outil de maîtrise de l'urbanisation. Pour ce PPRT, il n'y a que des effets thermiques et des effets de surpression, pas d'effets toxiques. Il précise que la réduction du risque à la source a permis de sortir du PPRT les habitations et les locaux de stockage. Seuls restent concernés les chemins de randonnées. Il ajoute qu'il n'y a pas de contre-indication entre le PPRT et le contournement de Martigues – Port-de-Bouc, seule une courte portion de la voie étant située en zone de surpression faible.

Un riverain de Port-de-Bouc : depuis quand y a-t-il eu la réduction du périmètre de risque ?

Monsieur Vargelli répond que l'affinage des calculs qui a permis la réduction du périmètre a été réalisé en 2018.

Un riverain de Port-de-Bouc : les riverains sont-ils prévenus ?

Monsieur Vargelli indique que l'information a été donnée à la commune et aux riverains au travers de l'arrêté de prescription du PPRT et de son périmètre d'étude. Les études ont mis en évidence qu'aucun phénomène dangereux n'atteignait les habitations. Dans la forêt de Castillon, une signalisation sera installée dans les endroits les plus dangereux.

Monsieur Vargelli précise que les documents constituant le PPRT sont le zonage, le règlement et le cahier de recommandations. Le cahier de recommandations précise que sur terrain nu, l'autorisation des rassemblements relève du pouvoir de police du maire ou du préfet.

Monsieur Vargelli présente le projet de règlement. Les zones réglementées par le PPRT se limitent à la forêt de Castillon. La rédaction des panneaux de signalisation du danger dans cette forêt devra être adaptée suivant les zones. Il informe des dates de l'enquête publique qui aura lieu du 1^{er} avril au 2 mai 2019.

Monsieur Meunier, association mouvement citoyens de tous bords, relève l'absence de Commission de Suivi de Site (CSS).

Monsieur Vargelli répond qu'aucun local d'habitation ou lieu de travail permanent n'étant impacté par le PPRT, la constitution d'une CSS n'est réglementairement pas obligatoire.

Monsieur Meunier souligne le travail effectué sur ce PPRT qui s'est déroulé dans de très bonnes conditions.
Une riveraine de Port-de-Bouc : quelle information sera réalisée une fois le PPRT approuvé ?

Monsieur Vargelli répond qu'un avis sera diffusé dans la presse. Le PPRT sera consultable sur le site internet de la préfecture. Il sera également annexé au PLU.

Une riveraine de Port-de-Bouc : quelle réaction doit-on avoir en cas d'accident ? Quelles attitudes à suivre notamment dans les écoles ?

Monsieur Vargelli répond que ce n'est pas le PPRT qui définit cela, mais le Plan Particulier d'Intervention (PPI).

Monsieur le Sous-Préfet apporte des précisions sur le PPI qui est arrêté par le préfet pour définir l'organisation des secours en cas d'accident industriel. Le PPRT prévoit la maîtrise de l'urbanisation. Le PPI prévoit l'organisation des secours et la gestion de la crise.

Un riverain de Port-de-Bouc estime que l'important, c'est la réaction des personnes entre la survenue de l'accident et l'arrivée des secours.

Monsieur le Sous-Préfet rappelle que le Plan Communal de Sauvegarde est établi par la commune et a pour but l'information de la population. Pour les écoles, des exercices sont réalisés dans le cadre du Plan Particulier de Mise en Sécurité (PPMS) afin de savoir réagir à une situation. Le travail est d'entraîner les populations. Concernant le PPI, une chaîne d'alerte doit se mettre en place. Le préfet prend la direction des opérations de secours et coordonne les différents acteurs.

Monsieur Meunier, association mouvement citoyens de tous bords, indique que l'information doit être distribuée à la population par le Cypres. Il est dommage qu'il ne soit pas présent à cette réunion.

Monsieur le Sous-Préfet rappelle que le Centre d'Information pour la Prévention des Risques Majeurs (CYPRES) a pour mission d'assurer l'information du public sur la prévention des risques majeurs et la protection de l'environnement en région Provence Alpes Côte d'Azur. Le Cypres est un outil de communication mais la protection des populations est de la responsabilité des pouvoirs publics.

Madame Jolivet, mairie de Fos-sur-Mer, rappelle que le Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM) reprend toutes ces informations pour la ville de Fos-sur-Mer. Pour le PPRT de FOS EST, les consignes sont affichées dans les établissements recevant du public y compris les écoles.

Monsieur Simitsidis, DGS de la commune de Port-de-Bouc, précise qu'il y a 2 sirènes supplémentaires sur Port-de-Bouc. Des exercices sont faits. Le PCS reprend les différents types d'événement. Les campagnes réglementaires vont être relancées.

Monsieur Dal Col demande si le SNOI est équipé d'une sirène.

Monsieur Schneider, entreprise Trapil, indique que le site est équipé d'une sirène relative au Plan d'Organisation Interne (POI).

Madame le Maire rappelle que les vérifications sont régulières, tous les premiers mercredis du mois. Elle aborde également l'éventualité d'un exercice sur le risque industriel en grandeur nature pour tester les procédures.

Monsieur Dal Col souligne son étonnement quant au fait que des essais sirènes ne sont pas réalisés à des périodicités régulières.

Madame Jolivet rappelle que sur la commune de Fos-sur-Mer, les sirènes sont testées régulièrement.

Un riverain de Port-de-Bouc interroge sur la réalisation d'un PPRT autour du poste de déchargement des camions citernes à la Mérimole.

Monsieur Jacques répond que ces installations ne constituant pas un établissement SEVESO seuil haut, aucun PPRT n'est prescrit autour.

Aucune autre observation n'ayant été formulée, Madame le Maire de Port-de-Bouc remercie l'ensemble des participants et clôt la réunion.

ANNEXES AU BILAN DE LA CONCERTATION

ANNEXE 1 : avis-rendus des POA

Avis rendu par le Service départemental d'incendie et de secours des Bouches-du-Rhône

Avis rendu par l'Office National des Forêts

Avis rendu par le délégué militaire départemental

Avis rendu par la Métropole Aix-Marseille-Provence

Avis rendu par la commune de Fos-sur-Mer



Colonel Grégory ALLIONE

Chef de corps
Directeur départemental des services
d'incendie et de secours
des Bouches-du-Rhône

Marseille, le 08 NOV. 2018

Le chef de corps
Directeur départemental

à

Dossier suivi par : CNE Jean-Pierre GERMAIN
Pôle de l'action et de l'anticipation
Groupement risques industriels et technologiques
Service prévention des risques industriels et
technologiques
Tél. : 04.42.16.69.62

N° 173045



PREFECTURE DES B-D-R
COURRIER ARRIVEE

12 NOV. 2018

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ
DE LA LEGALITÉ ET DE
L'ENVIRONNEMENT

Monsieur le préfet des Bouches-du-Rhône
Direction des Collectivités Locales
de l'Autorité Publique et
de l'Environnement
Place Felix Baret
CS 80001

13282 MARSEILLE CEDEX 06

Objet : Avis sur dossier de plan de prévention des risques technologiques
militaire concernant le dépôt pétrolier des oléoducs de défense exploité
par le Service National des Oléoducs interalliés sur la commune de
Port-de-Bouc.

Réf. : Courrier Préfecture en date du 01/10/2018 réceptionné le 09/10/2018.

A la suite de votre courrier cité en référence, j'ai l'honneur de vous faire connaître
que j'émet un avis favorable au projet de PPRT sans aucune observation.

Colonel Grégory ALLIONE

PREFECTURE DES B-D-R
ARRIVEE
DCLE

13 NOV. 2018

BUREAU DES INSTALLATIONS
ET TRAVAUX REGLEMENTES
POUR LA PROTECTION DES MILIEUX

P/O Lieutenant Colonel ALLIONE

SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DES BOUCHES-DU-RHONE
1, avenue de Boiteboudran - CS 70271 - 13326 MARSEILLE CEDEX 15
Téléphone : 04.91.28.47.47 - Télécopie : 04.91.28.47.94

Avis rendu par l'Office National des Forêts

----- Message transféré -----

Sujet : [INTERNET] RE: pppt snoi
Date : Mon, 10 Dec 2018 10:29:51 +0000
De : LAURENT Pierre <pierre.laurent@onf.fr>
Pour : ARGUIMBAU Patrick PREF13 <patrick.arguimbau@bouches-du-rhone.gouv.fr>
Copie à : BURG Patrick <patrick.burg@onf.fr>

Bonjour patrick,

Suite à un échange avec notre technicien local , Patrick BURG et mon Directeur , F Cauvin, nous vous informons qu'en l'absence de remarques et du fait de la prise en compte de l'atténuation des incidences dans les nouveaux calculs l'ONF ne formulera aucune requête sur cette consultation, conformément à votre courrier en date du 1 octobre dernier

Bien cordialement

Le correspondant Gestion de Crise ONF
P.Laurent

Pierre LAURENT
Agence territoriale Bouches-du-rhône Vaucluse
Réfèrent Juridique, responsable Police de l'Environnement,
Correspondant Gestion de Crise
46, avenue Paul Cézanne
CS 80411
13097 Aix-en-Provence
04 90 55 42 64 - 06 11 13 16 33
pierre.laurent@onf.fr

Avis rendu par le délégué militaire départemental

Référence : Lettre n° 488-2016-PPRT/2 du 1^{er} octobre 2018.

Monsieur,

En réponse à la lettre de référence, et après lecture du projet de PPRT qui était joint, la délégation militaire départementale des Bouches-du-Rhône n'a aucune observation à formuler.

Vous souhaitant bonne réception.

Bien sincèrement.



Lieutenant-colonel (Terre) David MASTORINO

Chef de la délégation militaire départementale des Bouches du Rhône

Adresse géographique : Caserne AUDEOUD - Bât 23 - 2^e étage - Pièce 215 - 111, avenue de la Corse - 13007 Marseille

Adresse postale : Base de défense Marseille-Aubagne - ZDS Sud/DMD13 - BP 40026 - 13568 Marseille cedex 02

821.131.38.90 - 04.86.94.38.90 - 06.72.27.00.26

david1.mastorino@intradef.gouv.fr

dmd13.chef.fct@intradef.gouv.fr

Avis rendu par la Métropole Aix-Marseille-Provence

----- Message transféré -----

Sujet : [INTERNET] RE: RE: snoi

Date : Thu, 13 Dec 2018 08:01:02 +0000

De : RIVIERE Justine <justine.riviere@ampmetropole.fr>

Pour : ARGUIMBAU Patrick PREF13 <patrick.arguimbau@bouches-du-rhone.gouv.fr>

Bonjour Monsieur,

Je suis désolée de ne pas vous avoir répondu.

Je suis dans l'incapacité de le faire car le service prévention des risques auquel je suis en partie rattachée ne me donne pas les éléments.

J'ai fait suivre la demande qui reste aujourd'hui sans réponse.

Merci de votre compréhension.

Cordialement

JUSTINE

riviere

chargée de missions risques et santé -environnement

PÔLE DYNAMIQUES URBAINES ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

justine.riviere@ampmetropole.fr

t : 04 42 11 24 40_



TERRITOIRE
ISTRES
OUEST PROVENCE

BP 48014 – 13567 MARSEILLE CEDEX 02 – t : 04 91 99 99 00
adresse territoire : Chemin du Rouquier – BP 10647 – 13800 ISTRES CEDEX

Avis rendu par la commune de Fos-sur-Mer



POLE DEVELOPPEMENT

Le 29 novembre 2018

Service Risques Majeurs
Service Urbanisme

PREFECTURE DES BOUCHES-DU-RHONE
Place Félix Baret - CS 80001
13282 MARSEILLE Cedex 06

Affaire suivie par Marion JOLIVET – Marianne BARGIER

N° de téléphone : 04 42 47 66 15 - 04 42 47 77 92

Courriel : marion.jolivet@mairie-fos-sur-mer.fr – marianne.cazaux@mairie-fos-sur-mer.fr

N/Réf. : RR/CD/NF/MJ 2018-98

V/Réf. : dossier suivi par M. ARGUIMBAU

PJ : 1

LRAR : 2C 049 242 9133 9

Objet : Plan de Prévention des Risques Technologiques SNOI – Avis de la Commune de Fos-sur-Mer

Par courrier en date du 1^{er} octobre 2018, réceptionné le 5 octobre 2018, vous sollicitez l'avis des Personnes et Organismes Associés (POA) sur les projets de règlement et de zonage relatifs au Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) du dépôt pétrolier des oléoducs de défense exploité par le Service National des Oléoducs Interalliés (SNOI). Ainsi, je vous prie de bien vouloir trouver ci-jointes les observations et les remarques de la Commune de Fos-sur-Mer sur les projets précités.

Par avance, je vous remercie de l'attention que vous porterez à ces observations.

René RAIMONDI
Maire,
Conseiller Départemental



Copie à : M. le Maire, DGS, Pôle Dev., DAAI.

VILLE DE FOS-SUR-MER
www.fos-sur-mer.fr

BOUCHES-DU-RHÔNE - ARRONDISSEMENT D'ISTRES
HÔTEL DE VILLE - AVENUE RENÉ CASSIN - BP 5 - 13771 FOS-SUR-MER CEDEX
TÉL. : 04 42 47 70 00 - FAX : 04 42 05 52 15



VILLE DE FOS SUR MER

POLE DEVELOPPEMENT
Service Risques Majeurs
Service Urbanisme

Le 29 novembre 2018

Note à l'attention des Services Instructeurs du PPRT

Note de synthèse :

Objet : Plan de Prévention des risques technologiques Dépôt pétrolier du Service National des Oléoducs Interalliés sur les communes de Port-de-Bouc et Fos-sur-Mer
Règlement, zonage et cahier de recommandation

Objet :

La Consultation officielle des POA a été lancée par courrier de M. le Préfet des Bouches-du-Rhône en date du 1 octobre 2018, réceptionné le 5 octobre 2018.

Le Plan est composé de 3 documents actuellement à l'état de projet :

- Un plan de zonage,
- Un règlement,
- Un cahier de recommandation.

Il est proposé à M. le Maire de faire part de son avis sur le projet afin que les services de l'État puissent prendre en compte les observations sur ces documents avant leur présentation à l'enquête publique.

En l'absence de réponse dans les deux mois de la réception du courrier précité, l'avis sera réputé favorable.

Après étude, le projet de plan fait l'objet de nombreuses remarques de la Ville de Fos-sur-Mer.

Projet de Règlement Version consultation des POA octobre 2018
--

Titre I : Portée du PPRT et dispositions générales
--

Chapitre 1 : Champ d'application

- L'article I.1.2 mentionne « En application des articles L. 515-15 [...] au sein des établissements SEVESO seuil haut concernés. » (p5)

⇒ Dans le cadre de ce PPRT, un seul établissement SEVESO seuil haut est concerné.

Chapitre 2 : Application, mise en œuvre du PPRT

- Chapitre 2 indique dans son titre : « Application, mise en œuvre du PPRT » (p7)
 - ⇒ Ne faudrait-il pas modifier le titre comme suivant : « Application, mise en œuvre du PPRT et définitions » comme cela est le cas dans le PPRT FOS EST ?

Ce même chapitre présente les articles I.2.2 et I.2.3 (p7)

- ⇒ Dans un souci de cohérence entre les différents règlements PPRT serait-il possible d'intervenir les deux articles : Article I.2.2 L'évolution du PPRT et Article I.2.3 Les infractions et contrôle au titre du PPRT ?
- Article I.2.2 précise « [...] des propriétaires, exploitants et utilisateurs dans les délais que le plan détermine pour l'existant » (p7)
 - ⇒ Serait-il possible de modifier la phrase comme suivant : « [...] des propriétaires de biens, gestionnaires et responsables d'activités dans les délais que le plan détermine pour l'existant à la date d'approbation du PPRT » ?
- Article I.2.4 indique les principes généraux et définitions (p7)
 - ⇒ De manière générale, serait-il possible d'harmoniser les définitions avec celles mentionnées dans le PPRT FOS EST notamment pour « Espaces publics ouverts » et « ERP » ?

Concernant la définition d' « Équipement d'intérêt général » (p7)

⇒ Il manque un « s » à « personne » : équipement de transport public de personnes...

Titre II : Réglementation des projets

Chapitre 2 : Dispositions applicables en zone grisée G

- Chapitre 2 indique : « La zone grisée correspond à l'emprise foncière de l'établissement à l'origine du risque » (p9)
 - ⇒ *Afin d'harmoniser avec les chapitres suivants, serait-il possible de rajouter à la fin de la phrase : « elle est identifiée dans les représentations graphique du PPRT par la couleur grise » ?*
- L'article II.2.1.2 précise les autorisations sous conditions et en a) : « Les constructions, reconstructions [...] strictement nécessaires à l'activité. ». (p9)
 - ⇒ *Serait-il possible de reprendre la phrase du PPRT FOS EST à savoir : « les aménagements, ouvrages, constructions, reconstructions, démolitions ou extensions en lien avec l'activité à l'origine du risque à l'exception des lieux de sommeil et sous réserve qu'elles n'accueillent qu'un nombre limité de personnes strictement nécessaires à l'activité et sous réserve de leur compatibilité avec leur environnement au regard de la réglementation qui leur incombe. » ?*
 - ⇒ *Ne faudrait-il pas reprendre les points b), f), g) et h) de l'article II.2.1.2 du PPRT FOS EST ?*
- L'article II.2.2.2 précise les autorisations sous conditions et en a) : « Les constructions, reconstructions [...] strictement nécessaires à l'activité. ». (p10)
 - ⇒ *Serait-il possible de reprendre la phrase du PPRT FOS EST à savoir : « les aménagements, ouvrages, constructions, reconstructions, démolitions ou extensions en lien avec l'activité à l'origine du risque à l'exception des lieux de sommeil et sous réserve qu'elles n'accueillent qu'un nombre limité de personnes strictement nécessaires à l'activité et sous réserve de leur compatibilité avec leur environnement au regard de la réglementation qui leur incombe. » ?*
 - ⇒ *Ne faudrait-il pas reprendre les points d), e), f), et h) de l'article II.2.2.2 du PPRT FOS EST ?*

Chapitre 3 : Dispositions applicables en zone à risque R

- Chapitre 3 indique : « La zone à risque R est concerné... » (p11)
⇒ *Il faut ajouter un « e » à « concernée »*
- L'article II.3.1.2 indique les autorisations sous conditions. (p11)
⇒ *Ne faudrait-il pas reprendre les points c), f), et h) de l'article II.3.1.2 du PPRT FOS EST ?*
⇒ *Les points e) et f) du présent règlement ne devraient-ils pas être autorisés sous réserve de respecter les prescriptions de protections adaptées à l'aléa.*
- L'article II.3.1.3 indique qu'il n'y pas de prescriptions constructives (p10)
⇒ *Ne devrait-il pas y avoir des prescriptions constructives ?*
- L'article II.3.2.2 indique les autorisations sous conditions. (p11)
⇒ *Ne faudrait-il pas reprendre les points a) (avec prescriptions constructives), d) et f) de l'article II.3.2.2 du PPRT FOS EST ?*
- L'article II.3.2.3 indique qu'il n'y pas de prescriptions constructives (p11)
⇒ *Ne devrait-il pas y avoir des prescriptions constructives ?*

Chapitre 4 : Dispositions applicables en zone à risque B

- Chapitre 4 indique : « La zone à risque B est concerné... » (p12)
⇒ *Il faut ajouter un « e » à « concernée »*
- L'article II.4.1.1 indique : « Tous les projets, à l'exception de ceux interdits à l'article II.5.1.2... » (p12)
⇒ *Il s'agit de l'article II.4.1.2.*
- L'article II.4.1.2 indique en j) « les changements de destination vers un des types... » (p12)
⇒ *Ne faudrait-il pas ajouter le g), h) et i) ?*

Chapitre 5 : Dispositions applicables en zone à risque b

- Chapitre 5 indique : « La zone à risque b est concerné... » (p14)
⇒ *Il faut ajouter un « e » à « concernée »*
- L'article II.5.1.1 indique : « Tous les projets, à l'exception de ceux interdits à l'article II.6.1.2... » (p14)
⇒ *Il s'agit de l'article II.5.1.2.*
- L'article II.4.1.2 indique en j) « les changements de destination vers un des types... » (p14)
⇒ *Ne faudrait-il pas ajouter le g) et h) ?*

Titre IV : Mesures de prévention, de protection et de sauvegarde des populations

Chapitre 1 : Mesures sur les constructions existantes
--

- **Chapitre 1** indique dans son titre : « Mesures sur les constructions existantes » (p17)
 - ⇒ *Serait-il possible de modifier le titre comme suivant : « Mesures sur les constructions existantes à la date d'approbation du PPRT » comme dans le PPRT FOS EST ?*
 - ⇒ *Qu'en est-il des constructions appartenant à l'ONF est servant d'habitations, n'y a-t-il pas des mesures prescriptives assurant la protection des occupants ?*
 - ⇒ *Ne faudrait-il pas ajouter la phrase suivante : « Pour les biens autres que les logements, une information est assurée auprès des propriétaires, gestionnaires et/ou responsable d'activités sur les risques technologiques concernant leur bien afin que ceux-ci puissent assurer leurs obligations en matière de sécurité des personnes dans le cadre des réglementation qui leur sont applicables » ?*

Chapitre 2 : Prescription sur les usages

- **L'article IV.2.1** indique les prescriptions pour le transport de matières (p17)
 - ⇒ *Ne faudrait-il pas prévoir la mise en place d'une signalisation d'information relative à cette interdiction de stationner par le gestionnaire de la voirie compétent ?*

<p align="center">Projet de Règlement Version consultation des POA octobre 2018</p>

Remarques générales sur projet de règlement :

- ⇒ *Le projet de contournement Martigues-Port-de-Bouc est-il bien compatible avec le règlement ?*
- ⇒ *Le chemin piétonnier menant au site de Saint Blaise est-il bien compatible avec ce PPRT ? En effet, il serait inenvisageable de restreindre cet accès existant utilisé par les promeneurs et les cyclistes.*

Remarque complémentaire :

L'objectif des PPRT est de protéger les populations, situées aux abords des installations classées, face aux risques industriels. Cependant, les stations de pompage situées en amont et en aval du dépôt, ainsi que les pipelines qui les relient, ne font pas l'objet du PPRT, bien que la première station de pompage Haute Pression soit située sur l'emprise du dépôt. C'est pourquoi la ville souhaite qu'un travail soit réalisé sur les canalisations de transports de matières dangereuses alimentant ces installations. En effet, l'approvisionnement du dépôt pétrolier des oléoducs de défense est assuré par la société de transports pétroliers par pipeline (TRAPIL) dont la canalisation traverse la zone urbaine à proximité des habitations et d'Établissements Recevant du Public. Ainsi, concernant les problématiques d'urbanisation aux abords des canalisations de transport de matière dangereuse, une étude visant à protéger les populations et envisageant la possibilité d'un déplacement de cette canalisation, devrait être menée en parallèle du PPRT.

Pour rappel, votre canalisation passe à proximité d'ERP accueillant un public sensible considéré comme difficilement évacuable (enfants et personnes à mobilité réduite) :

- Groupe scolaire du Mazet (ERP de catégorie 4 – Effectif : 340 enfants) ;
- Multi accueil La Farandole (ERP de catégorie 4 – Effectif : 30 enfants) ;
- Maison de quartier du Mazet (ERP de catégorie 4) ;
- Maison d'accueil spécialisé l'Espéridou (ERP de catégorie 4 – Effectif : 42 résidents).

ANNEXE 2 : modifications apportées au projet

PPRT Dépôt pétrolier du service national des oléoducs interalliés sur les communes de Port-de-Bouc et de Fos-sur-Mer

Observations de la Commune de FOS SUR MER

Remarques, propositions ou questions exprimées	Réponses des services instructeurs	Proposition de prise en compte dans les documents
Titre I : Portée du PPRT et dispositions générales		
<p>L'article I.1.2 mentionne « En application des articles L. 515-15 [...] au sein des établissements SEVESO seuil haut concernés. » (p5)</p> <p>⇒ <i>Dans le cadre de ce PPRT, un seul établissement SEVESO seuil haut est concerné.</i></p>	Avis favorable à la modification	Le règlement sera modifié dans ce sens.
<p>Chapitre 2 indique dans son titre : « Application, mise en œuvre du PPRT » (p7)</p> <p>⇒ <i>Ne faudrait-il pas modifier le titre comme suivant : « Application, mise en œuvre du PPRT et définitions » comme cela est le cas dans le PPRT FOS EST ?</i></p>	Avis favorable à la modification	Le règlement sera modifié dans ce sens.
<p>Ce même chapitre présente les articles I.2.2 et I.2.3 (p7)</p> <p>⇒ <i>Dans un souci de cohérence entre les différents règlements PPRT serait-il possible d'intervertir les deux articles : Article I.2.2 L'évolution du PPRT et Article I.2.3 Les infractions et contrôle au titre du PPRT ?</i></p>	Avis favorable à la modification	Le règlement sera modifié dans ce sens.
<p>Article I.2.2 précise « [...] des propriétaires, exploitants et utilisateurs dans les délais que le plan détermine pour l'existant » (p7)</p> <p>⇒ <i>Serait-il possible de modifier la phrase</i></p>	Avis favorable à la modification	Le règlement sera modifié dans ce sens.

Remarques, propositions ou questions exprimées	Réponses des services instructeurs	Proposition de prise en compte dans les documents
<i>comme suivant : « [...] des propriétaires de biens, gestionnaires et responsables d'activités dans les délais que le plan détermine pour l'existant à la date d'approbation du PPRT » ?</i>		
<p>Article I.2.4 indique les principes généraux et définitions (p7)</p> <p>⇒ <i>De manière générale, serait-il possible d'harmoniser les définitions avec celles mentionnées dans le PPRT FOS EST notamment pour « Espaces publics ouverts » et « ERP » ?</i></p> <p>Concernant la définition d' « Équipement d'intérêt général » (p7)</p> <p>⇒ <i>Il manque un « s » à « personne » : équipement de transport public de personnes...</i></p>	Avis favorable à la modification	Le règlement sera modifié dans ce sens.
Titre II : Réglementation des projets		
<p>Chapitre 2 indique : « La zone grisée correspond à l'emprise foncière de l'établissement à l'origine du risque » (p9)</p> <p>⇒ <i>Afin d'harmoniser avec les chapitres suivants, serait-il possible de rajouter à la fin de la phrase : « elle est identifiée dans les représentations graphiques du PPRT par la couleur grise » ?</i></p>	Avis favorable à la modification	Le règlement sera modifié dans ce sens.
<p>L'article II.2.1.2 précise les autorisations sous conditions et en a) : « Les constructions, reconstructions [...] strictement nécessaires à l'activité. ». (p9)</p> <p>⇒ <i>Serait-il possible de reprendre la phrase du PPRT FOS EST à savoir : « les aménagements, ouvrages, constructions, reconstructions, démolitions ou extensions en lien avec l'activité à l'origine du risque à l'exception des lieux de sommeil et sous réserve qu'elles n'accueillent qu'un nombre limité de personnes strictement nécessaires</i></p>	a) :Avis favorable à une modification, rédaction proposée : « les aménagements, ouvrages, constructions, reconstructions, démolitions ou extensions de l'activité à l'origine du risque à l'exception des lieux de sommeil et sous réserve qu'elles n'accueillent qu'un nombre limité de personnes strictement nécessaires à l'activité et sous réserve de leur compatibilité avec leur environnement au regard de la réglementation qui	Le règlement sera modifié dans ce sens.

Remarques, propositions ou questions exprimées	Réponses des services instructeurs	Proposition de prise en compte dans les documents
<p>à l'activité et sous réserve de leur compatibilité avec leur environnement au regard de la réglementation qui leur incombe. » ?</p> <p>⇒ Ne faudrait-il pas reprendre les points b), f), g) et h) de l'article II.2.1.2 du PPRT FOS EST ?</p>	<p>leur incombe ».</p> <p>b),f),g),h) : Ces items sont déjà autorisés dans le a).</p> <p>Pour le PPRT Fos-Est, c'est à la demande des exploitants que ces items, quoique redondants, avaient été spécifiquement mentionnés.</p> <p>Cette demande n'a pas été faite pour le présent PPRT.</p>	<p>Le document reste inchangé sur ce point.</p>
<p>L'article II.2.2.2 précise les autorisations sous conditions et en a) : « Les constructions, reconstructions [...] strictement nécessaires à l'activité. ». (p10)</p> <p>⇒ Serait-il possible de reprendre la phrase du PPRT FOS EST à savoir : « les aménagements, ouvrages, constructions, reconstructions, démolitions ou extensions en lien avec l'activité à l'origine du risque à l'exception des lieux de sommeil et sous réserve qu'elles n'accueillent qu'un nombre limité de personnes strictement nécessaires à l'activité et sous réserve de leur compatibilité avec leur environnement au regard de la réglementation qui leur incombe. » ?</p> <p>⇒ Ne faudrait-il pas reprendre les points d), e), f), et h) de l'article II.2.2.2 du PPRT FOS EST ?</p>	<p>a) :Avis favorable à une modification, rédaction proposée : « les aménagements, ouvrages, constructions, reconstructions, démolitions ou extensions de l'activité à l'origine du risque à l'exception des lieux de sommeil et sous réserve qu'elles n'accueillent qu'un nombre limité de personnes strictement nécessaires à l'activité et sous réserve de leur compatibilité avec leur environnement au regard de la réglementation qui leur incombe ».</p> <p>d),e),f),h) : Ces items sont déjà autorisés dans le a).</p> <p>Pour le PPRT Fos-Est, c'est à la demande des exploitants que ces items, quoique redondants, avaient été spécifiquement mentionnés.</p> <p>Cette demande n'a pas été faite pour le présent PPRT.</p>	<p>Le règlement sera modifié dans ce sens.</p> <p>Le document reste inchangé sur ce point.</p>
<p>Chapitre 3 indique : « La zone à risque R est concerné... » (p11)</p> <p>⇒ Il faut ajouter un « e » à « concernée »</p>	<p>Avis favorable à la modification</p>	<p>Le règlement sera modifié dans ce sens.</p>
<p>L'article II.3.1.2 indique les autorisations sous conditions. (p11)</p>	<p>Le c) du PPRT de Fos Est gère les reconstructions. Aucune construction n'étant présente en</p>	<p>Le document reste inchangé sur ce point.</p>

Remarques, propositions ou questions exprimées	Réponses des services instructeurs	Proposition de prise en compte dans les documents
<p>⇒ <i>Ne faudrait-il pas reprendre les points c), f), et h) de l'article II.3.1.2 du PPRT FOS EST ?</i></p>	<p>zone rouge sur ce PPRT, cet item est sans objet.</p> <p>Le f) du PPRT de Fos-est traite des aménagements et extensions des infrastructures de transport sous réserve qu'ils soient strictement nécessaires à l'activité à l'origine du risque ou aux secours. Cet item peut être ajouté afin de permettre un éventuel aménagement de la route menant au site (il devient donc le g)).</p> <p>Le h) du PPRT de Fos-est traite des activités sans fréquentation permanente. Lors de la phase stratégique du PPRT, il a été convenu que seules les installations ou équipements techniques liés à l'entreprise à l'origine du risque ou liés à la défense de la forêt contre les incendies seraient autorisés. Ces deux items sont déjà présents dans le règlement.</p>	<p>Le règlement sera modifié dans ce sens.</p> <p>Le document reste inchangé sur ce point.</p>
<p>⇒ <i>Les points e) et f) du présent règlement ne devraient-ils pas être autorisés sous réserve de respecter les prescriptions de protections adaptées à l'aléa.</i></p>	<p>Les points e) et f) sont sans fréquentation permanente (ce point sera spécifié pour le f)), ils n'y a donc pas de nécessité à imposer pour ces aménagements une prescription de protection à l'aléa.</p>	<p>Le document reste inchangé sur ce point.</p>
<p>L'article II.3.1.3 indique qu'il n'y pas de prescriptions constructives (p10)</p> <p>⇒ <i>Ne devrait-il pas y avoir des prescriptions constructives ?</i></p>	<p>Les points cités en 3.1.2 ne sont que des aménagements, travaux ou constructions sans fréquentation permanente, ils ne nécessitent donc aucune prescription constructive</p>	<p>Le document reste inchangé sur ce point.</p>
<p>L'article II.3.2.2 indique les autorisations sous conditions. (p11)</p> <p>⇒ <i>Ne faudrait-il pas reprendre les points a) (avec prescriptions constructives), d) et f) de l'article II.3.2.2 du PPRT FOS EST ?</i></p>	<p>Les points a), d) et f) du PPRT de Fos-est traitent des projets liés à une construction ou aménagement existant. Le seul aménagement existant en zone R pour le présent PPRT étant la route d'accès au site, les points a) et d) sont</p>	<p>Le règlement sera modifié dans ce sens.</p>

Remarques, propositions ou questions exprimées	Réponses des services instructeurs	Proposition de prise en compte dans les documents
	sans objet. Comme pour l'article 3.1.2, le point f) sera ajouté pour permettre l'éventuel aménagement de la voie d'accès sur sa partie en zone rouge (il devient le point d)).	
<p>L'article II.3.2.3 indique qu'il n'y pas de prescriptions constructives (p11)</p> <p>⇒ <i>Ne devrait-il pas y avoir des prescriptions constructives ?</i></p>	Les points cités en 3.2.2 ne sont que des aménagements, travaux ou constructions sans fréquentation permanente (ce point sera spécifié pour le c), ils ne nécessitent donc aucune prescription constructive	Le document reste inchangé sur ce point.
<p>Chapitre 4 indique : « La zone à risque B est concerné... » (p12)</p> <p>⇒ <i>Il faut ajouter un « e » à « concernée »</i></p>	Avis favorable à la modification	Le règlement sera modifié dans ce sens.
<p>L'article II.4.1.1 indique : « Tous les projets, à l'exception de ceux interdits à l'article II.5.1.2... » (p12)</p> <p>⇒ <i>Il s'agit de l'article II.4.1.2.</i></p>	Avis favorable à la modification	Le règlement sera modifié dans ce sens.
<p>L'article II.4.1.2 indique en j) « les changements de destination vers un des types... » (p12)</p> <p>⇒ <i>Ne faudrait-il pas ajouter le g), h) et i) ?</i></p>	Avis favorable à la modification	Le règlement sera modifié dans ce sens.
<p>Chapitre 5 indique : « La zone à risque b est concerné... » (p14)</p> <p>⇒ <i>Il faut ajouter un « e » à « concernée »</i></p>	Avis favorable à la modification	Le règlement sera modifié dans ce sens.
<p>L'article II.5.1.1 indique : « Tous les projets, à l'exception de ceux interdits à l'article II.6.1.2... » (p14)</p> <p>⇒ <i>Il s'agit de l'article II.5.1.2.</i></p>	Avis favorable à la modification	Le règlement sera modifié dans ce sens.

Remarques, propositions ou questions exprimées	Réponses des services instructeurs	Proposition de prise en compte dans les documents
<p>L'article II.4.1.2 indique en j) « les changements de destination vers un des types... » (p14)</p> <p>⇒ <i>Ne faudrait-il pas ajouter le g) et h) ?</i></p>	Avis favorable à la modification	Le règlement sera modifié dans ce sens.
Titre IV : Mesures de prévention, de protection et de sauvegarde des populations		
<p>Chapitre 1 indique dans son titre : « Mesures sur les constructions existantes » (p17)</p> <p>⇒ <i>Serait-il possible de modifier le titre comme suivant : « Mesures sur les constructions existantes à la date d'approbation du PPRT » comme dans le PPRT FOS EST ?</i></p> <p>⇒ <i>Qu'en est-il des constructions appartenant à l'ONF et servant d'habitations, n'y a-t-il pas des mesures prescriptives assurant la protection des occupants ?</i></p> <p>⇒ <i>Ne faudrait-il pas ajouter la phrase suivante : « Pour les biens autres que les logements, une information est assurée auprès des propriétaires, gestionnaires et/ou responsable d'activités sur les risques technologiques concernant leur bien afin que ceux-ci puissent assurer leurs obligations en matière de sécurité des personnes dans le cadre des réglementations qui leur sont applicables » ?</i></p>	<p>Avis favorable à la modification</p> <p>Suite aux mesures de réduction du risque à la source, les habitations de l'ONF ne sont plus dans le périmètre d'exposition aux risques.</p> <p>Il n'y a aucun bien autre que l'entreprise à l'origine du risque dans le périmètre du PPRT. Il n'y a donc aucune information sur le risque à adresser.</p>	<p>Le règlement sera modifié dans ce sens.</p> <p>Le document reste inchangé sur ce point</p> <p>Le document reste inchangé sur ce point</p>
<p>L'article IV.2.1 indique les prescriptions pour le transport de matières (p17)</p> <p>⇒ <i>Ne faudrait-il pas prévoir la mise en place d'une signalisation d'information relative à cette interdiction de stationner par le gestionnaire de la voirie compétent ?</i></p>	<p>La seule infrastructure sur laquelle des matières dangereuses pourraient être véhiculées est la voie d'accès au site pour lequel le stationnement éventuel de matière dangereuse est autorisé.</p> <p>Il n'y a donc pas lieu de prévoir de signalisation d'information relative à cette interdiction de stationner.</p>	Le document reste inchangé sur ce point

Remarques, propositions ou questions exprimées	Réponses des services instructeurs	Proposition de prise en compte dans les documents
Remarques générales sur projet de règlement : ⇒ <i>Le projet de contournement Martigues-Port-de-Bouc est-il bien compatible avec le règlement ?</i> ⇒ <i>Le chemin piétonnier menant au site de Saint Blaise est-il bien compatible avec ce PPRT ? En effet, il serait inenvisageable de restreindre cet accès existant utilisé par les promeneurs et les cyclistes.</i>	<p>Le Projet Martigues-Port-de-Bouc est compatible avec le règlement.</p> <p>Le Chemin piétonnier menant au site saint Blaise est compatible avec ce PPRT. Dans la portion du chemin qui passe en zone rouge et bleu foncé (environ 500 mètres), des panneaux d'information du danger devront être posés (article IV-2-3)</p>	<p>Le document reste inchangé sur ce point</p> <p>Le document reste inchangé sur ce point</p>
Remarque complémentaire : L'objectif des PPRT est de protéger les populations, situées aux abords des installations classées, face aux risques industriels. Cependant, les stations de pompage situées en amont et en aval du dépôt, ainsi que les pipelines qui les relient, ne font pas l'objet du PPRT, bien que la première station de pompage Haute Pression soit située sur l'emprise du dépôt. C'est pourquoi la ville souhaite qu'un travail soit réalisé sur les canalisations de transports de matières dangereuses alimentant ces installations. En effet, l'approvisionnement du dépôt pétrolier des oléoducs de défense est assuré par la société de transports pétroliers par pipeline (TRAPIL) dont la canalisation traverse la zone urbaine à proximité des habitations et d'Établissements Recevant du Public. Ainsi, concernant les problématiques d'urbanisation aux abords des canalisations de transport de matière dangereuse, une étude visant à protéger les populations et envisageant la possibilité d'un déplacement de cette canalisation, devrait être menée en parallèle du PPRT. Pour rappel, votre canalisation passe à proximité d'ERP accueillant un public sensible considéré comme difficilement évacuable (enfants et personnes à mobilité réduite) :	Remarques hors champ du PPRT mais néanmoins transmise aux entités compétentes.	Le document reste inchangé sur ce point

Remarques, propositions ou questions exprimées	Réponses des services instructeurs	Proposition de prise en compte dans les documents
<ul style="list-style-type: none"> - Groupe scolaire du Mazet (ERP de catégorie 4 – Effectif : 340 enfants) ; - Multi accueil La Farandole (ERP de catégorie 4 – Effectif : 30 enfants) ; - Maison de quartier du Mazet (ERP de catégorie 4) ; - Maison d'accueil spécialisé l'Espélidou (ERP de catégorie 4 – Effectif : 42 résidents). 		

Annexes au compte rendu de la réunion publique :

Deux présentations faites lors de la réunion publique du 26 mars 2019.